

21,
(N° 227.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1912.

Projet de loi modifiant certains délais en ce qui concerne les élections législatives et provinciales en 1912.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

En vertu des dispositions actuellement en vigueur de nos lois électorales, il devrait être procédé, cette année, le 2 juin, au renouvellement par moitié du Sénat dans les provinces d'Anvers, de Brabant, de Flandre Occidentale, de Luxembourg et de Namur ainsi que de la Chambre des Représentants dans les quatre autres provinces et, quinze jours plus tard, au renouvellement des conseillers provinciaux qui, appartenant à la seconde série, voient leurs pouvoirs expirer le 2 juillet prochain.

Dans le cas où un arrêté de dissolution des Chambres remplacerait, à la date du 2 juin, les élections législatives ordinaires par un renouvellement intégral des deux Chambres, cet arrêté, devant intervenir près de trois semaines avant cette date pour permettre l'accomplissement des formalités préalables au scrutin, ne pourrait fixer l'élection des sénateurs provinciaux qu'en juin, le délai de quarante jours entre l'acte de dissolution et la convocation des électeurs ne pouvant être dépassé (Constitution, article 71).

Ce seraient donc les conseils provinciaux non encore renouvelés, comprenant bon nombre de membres dont les pouvoirs sont à la veille d'expirer, qui procéderaient à cette élection.

Semblable situation s'est présentée en 1900 et la Chambre des Représentants, puis le Sénat, ont été l'une et l'autre unanimes à voter les dispositions que le Gouvernement leur avait soumises en vue d'admettre, par le rapprochement de divers délais légaux, les membres des conseils provinciaux légalement renouvelés à participer à l'élection des sénateurs provinciaux.

Le projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de présenter à vos délibérations est conçu dans le même ordre d'idées.

Comme en 1900, il avance d'une semaine l'époque des élections provinciales, de deux semaines (trois, en 1900) la réunion des conseillers provinciaux ainsi que l'entrée en fonctions des nouveaux conseillers et l'expira-

tion des pouvoirs des conseillers sortants; il raccourcit de vingt-quatre heures le délai de deux jours fixé pour l'envoi au greffier de la province des pièces de l'élection provinciale après ballottage de manière à hâter la vérification des pouvoirs des nouveaux élus et fixe au troisième jour, au lieu du cinquième, avant la date du scrutin les présentations des candidats sénateurs provinciaux.

La loi du 20 avril 1900 raccourcissait, en outre, de trois jours de nombreux délais légaux relatifs aux opérations préparatoires de l'élection législative et notamment de ceux qui concernent la désignation des présidents et la formation des bureaux électoraux. C'était une nécessité en 1900, parce qu'il ne devait y avoir normalement, cette année, d'élections législatives que dans la moitié du pays et que, dans l'autre moitié, les premières opérations de l'élection pour le renouvellement intégral ne pouvaient commencer qu'à dater de l'acte de dissolution.

En 1912, au contraire, ainsi que je l'ai dit, il doit, de toute manière, être procédé à des élections législatives dans le pays tout entier et l'imminence d'une dissolution, tant que celle-ci n'est pas décrétée, ne peut dispenser personne de l'accomplissement des formalités et des devoirs prescrits par le Code électoral en vue des scrutins du 2 juin.

Il en résulte que le vendredi 3 mai prochain, trentième jour avant la date légale des élections législatives ordinaires, les administrations communales enverront aux commissaires d'arrondissement les pièces visées par l'article 140bis du Code électoral et, à partir du même jour, les parquets des Cours et tribunaux et les greffiers des tribunaux de commerce feront les transmissions prévues au même article.

Les commissaires d'arrondissement, après avoir, d'accord avec les collèges des Bourgmestre et échevins, réparti les électeurs en sections de vote, enverront, le lundi 13 mai au plus tard, vingtième jour avant l'élection, les extraits, dressés par sections, des listes électorales aux magistrats président le premier bureau de chaque canton pour les mettre à même de nommer les présidents de bureau dans les autres communes du canton et de préparer le tableau général des présidents du canton tout entier.

Ces divers devoirs, accomplis en exécution de nos lois aux époques qu'elles déterminent, conserveront tous leurs effets pour le renouvellement intégral et ne devront donc pas être recommencés après l'acte de dissolution qui sera vraisemblablement pris le 13 et publié le 14 mai.

Et dès lors, les opérations ultérieures relatives à la formation des bureaux se poursuivront dans les délais normaux. Des instructions adressées aux administrations, magistrats et fonctionnaires dont la loi demande le concours dans les préliminaires de l'élection leur recommanderont de tenir compte de l'éventualité de la double élection.

Le 13 mai, les présidents des collèges électoraux devraient, aux termes de la législation existante, publier l'avis fixant les lieu, jour et heure auxquels ils recevront ces présentations de candidats et les désignations de témoins. Comme la formule officielle de cet avis, contenant des instructions au sujet des candidatures, présente des variantes suivant qu'il y a élection pour les

deux Chambres ou seulement pour l'une d'elles, il convient, ainsi qu'on l'a fait en 1900, d'en retarder la publication jusqu'au moment de la dissolution c'est-à-dire d'un jour, de deux au plus. Le projet de loi contient une stipulation dans ce sens.

Les présidents des collèges électoraux seront invités en temps utile à préparer d'avance la formule en prévision de la double élection simultanée et, dès le 13 mai, si l'arrêté de dissolution est pris à cette date, ils recevront, au besoin par voie télégraphique, les informations et instructions aux fins d'une publication immédiate de la formule d'avis qu'ils auront retenue.

Ainsi, pas un jour n'aura été perdu. Les dates et délais relatifs aux présentations de candidats resteront ceux que fixent les lois actuellement en vigueur.

Quant aux élections provinciales qui, exceptionnellement cette année, auraient dû être reculées de sept jours et qui, d'après l'article premier du projet de loi ci-annexé, se feront le premier dimanche qui suit la date du 4 juin, l'avancement général d'une semaine pour toutes les opérations maintient entre celles-ci les intervalles légaux actuels.

Les stipulations du projet de loi relatives à la session extraordinaire des conseils provinciaux en juin s'inspirent des dispositions récemment adoptées par la Chambre des représentants quant à la faculté des conseils provinciaux de fixer, soit en juillet, soit en octobre, l'époque de leur session ordinaire. Elles tendent à leur permettre d'user dès 1912 de la faculté nouvelle qui leur sera accordée si, comme il y a tout lieu de le croire, la loi qui la leur confère est en vigueur lors de cette session extraordinaire.

Le Ministre de l'Intérieur,

P. BERRYER.

PROJET DE LOI

modifiant certains délais en ce qui concerne les élections législatives et provinciales en 1912.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera soumis, en Notre Nom, aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

La réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder, en 1912, au renouvellement par moitié des conseils provinciaux aura lieu le dimanche 9 juin. En cas de ballottage, le scrutin aura lieu le dimanche suivant et l'envoi au greffier de la province des pièces visées à l'article 22 de la loi du 22 avril 1898 se fera dans les 24 heures.

Les conseillers provinciaux se réuniront le mardi 18 juin 1912, à 10 heures du matin, en une session extraordinaire sur convocation faite conformément au dernier paragraphe de l'article 44 de la loi provinciale.

A cette date, les nouveaux conseillers entreront en fonctions et les

WETSONTWERP

tot wijziging van sommige tijdsbestekken wat betreft de verkiezingen voor de wetgevende Kamers en de provinciale raden in 1912.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden.

EERSTE ARTIKEL.

De gewone vergadering der kiezers, ten einde in 1912 over te gaan tot de vernieuwing, bij helst, van de provinciale raden, zal op Zondag 9 Juni plaats hebben. Ingeval van herstemming zal deze den volgende Zondag plaats vinden en het verzenden aan den griffier der provincie van de in artikel 22 der wet van 22 April 1898 bedoelde stukken zal binnen de 24 uren geschieden.

De provinciale raadsleden zullen vergaderen op Dinsdag 18 Juni 1912, te 10 uren 's morgens, in buitengewone zitting, op bijeenroeping gedaan overeenkomstig het laatste lid van artikel 44 der provinciale wet.

Op dezen datum zullen de nieuwe raadsleden in bediening treden en

pouvoirs des conseillers provinciaux actuels appartenant à la seconde série expireront. Le conseil se constituera sous la présidence du doyen d'âge, assisté des deux membres les moins âgés comme secrétaires. Il procédera à la vérification des pouvoirs des élus, anticipera la nomination de son président et de son vice-président, ainsi que la formation de son bureau, pourvoira au remplacement des membres de la députation permanente dont le mandat aura pris fin, fixera, dans les limites de la législation en vigueur à ce moment, l'époque de sa session ordinaire et, le cas échéant, procédera à l'élection des sénateurs provinciaux.

ART. 2.

La date à laquelle sera publié l'avis prévu à l'article 163 du code électoral en ce qui concerne les prochaines élections législatives sera fixée par arrêté royal.

Dans le cas où un arrêté de dissolution des Chambres législatives interviendrait avant le 15 mai prochain, les présentations des candidats sénateurs provinciaux seront faites au plus tard, le troisième jour avant la date fixée pour le scrutin, avant 6 heures du soir, et la liste des candidats sera arrêtée par la députation permanente du conseil provincial aussitôt après l'expiration de ce terme.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 1912.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

zal het mandaat van de huidige provinciale raadsleden der tweede reeks vervallen. De Raad zal zich aanstellen onder voorzitterschap van den ouderdomsdeken, bijgestaan door de twee jongste leden als secretarissen. Hij zal overgaan tot het onderzoek van de geloofsbrieven der verkozenen; de benoeming vervroegen van zijn voorzitter en van zijn onder-voorzitter, alsmede de samenstelling van zijn bureel; hij zal voorzien in de vervanging van de leden der bestendige deputatie, wier mandaat uit is, en, binnen de perken van de op dat oogenblik van kracht zijnde wetgeving, het tijdstip der gewone zitting bepalen en, bij voorkomend geval, overgaan tot de verkiezing der provinciale senatoren.

ART. 2.

De datum, waarop zal worden afgekondigd het bij artikel 163 van het Kieswetboek voorziene bericht, wat de aanstaande verkiezingen voor de Wetgevende Kamers betreft, zal bij koninklijk besluit worden bepaald.

Wordt een besluit van ontbinding der Wetgevende Kamers vóór 15 Mei aanstaande getroffen, dan zullen de voorstellingen tot provinciale senatoren uiterlijk den derden dag vóór den datum vastgesteld voor de stemming, vóór 6 uur 's avonds geschieden en zal de lijst der kandidaten door de bestendige deputatie van den provincialen raad onmiddellijk na het vervallen van dit tijdsbestek gesloten worden.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ April 1912.

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

ALBERT.

BERRYER.

(Nr 227.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1912.

Wetsontwerp tot wijziging van sommige tijdsbestekken wat betreft de verkiezingen voor de wetgevende Kamers en de provinciale raden in 1912.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Naar luid der thans van kracht zijnde beschikkingen van onze kieswetten, zou er dit jaar op 2 Juni moeten overgegaan worden tot de vernieuwing bij helfte van den Senaat in de provinciën Antwerpen, Brabant, West-Vlaanderen, Luxemburg en Namen, alsmede van de Kamer der Volksvertegenwoordigers in de vier overige provinciën en, veertien dagen later, tot de vernieuwing der provincieraadsleden die tot de tweede reeks behooren en wier mandaat op 2 Juli eerstkomende vervalt.

In geval een besluit tot ontbinding der Kamers, op den datum van 2 Juni de gewone verkiezingen voor de wetgevende Kamers door een volledige vernieuwing dezer beide Kamers zou vervangen, dan zou dit besluit, vermits het ongeveer drie weken voor dezen datum moet verschijnen om het verrichten van de voorafgaandelijke pleegvormen der stemming toe te laten, de verkiezing der provinciesenatoren slechts in Juni kunnen bepalen, daar het tijdsbestek van 40 dagen tusschen de akte van ontbinding en de bijeenroeping der kiezers niet mag overschreden worden (Grondwet art. 71).

Dus zouden de nog niet vernieuwde provincieraden, waarin nog al veel leden zetelen, wier mandaat op 't punt staat te vervallen, tot deze verkiezing overgaan.

Dergelijke toestand kwam voor in 1900 en de Kamer der Volksvertegenwoordigers en daarna de Senaat, waren het beide eens de beschikkingen te stemmen, welke de Regeering hen voorgelegd had om de leden der wettelijk vernieuwde provincieraden door het verkorten van verschillende wettelijke tijdsbestekken toe te laten aan de verkiezing der provinciesenatoren deel te nemen.

Het wetsontwerp dat ik, naar 's Konings bevel, de eer heb aan uwe beraadslagingen te onderwerpen, is in dien gedachtengang opgesteld.

Evenals in 1900 vervroegt het met eene week het tijdstip van de provinciale verkiezingen, met twee weken (drie in 1900) de vergadering der provincieraadsleden, alsmede het in dienst treden der nieuwe raadsleden en het vervallen van het mandaat der uittredende raadsleden; dit ontwerp verkort met vier-en-twintig uren het tijdsbestek van twee dagen, bepaald voor het verzenden aan den griffier der provincie van de stukken der verkiezing voor de provincieraden, ingeval van herstemming, derwijze het onderzoek van de geloofsbrieven der nieuwe verkozenen te bespoedigen en bepaalt dat de voorstellingen van candidaten tot provinciesenatoren op den derden dag, in stede van op den vijfden, voor de stemming zullen plaats hebben.

De wet van April 1900 verkortte daarenboven met drie dagen verschillende wettelijke tijdsbestekken, betreffende de voorbereidende verrichtingen der verkiezing voor de Wetgevende Kamers en inzonderheid deze welke betrekking hebben op het aanduiden der voorzitters in het samenstellen der kiesbureelen. Zulks was in 1900 noodzakelijk, omdat er in gemeld jaar normaal slechts verkiezingen in de helft van het land moeten plaats grijpen en dat, in de andere helft, de eerste verrichtingen van de verkiezingen voor de volstrekte vernieuwing slechts met den datum der akte van ontbinding konden beginnen.

In 1912 echter, zooals ik reeds zegde, moet er volstrekt in geheel het land tot verkiezingen voor de Wetgevende Kamers overgegaan worden en een heel aanstaande ontbinding mag, zoolang zij niet afgekondigd is, niemand ontslaan van het vervullen der pleegvormen en plichten, met het oog op de stemmingen van 2 Juli, door het kieswetboek voorgeschreven.

Hieruit volgt, dat op Vrijdag, 3 Mei aanstaande, dit is de dertigste dag voor den wettelijken datum der gewone verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, de gemeentebesturen aan de arrondissementscommissarissen de in artikel 140bis van het kieswetboek bedoelde stukken zullen zenden en, te rekenen van dien dag, zullen het parketten der hoven en rechtbanken en de griffiers der handelsrechtbanken de onder hetzelfde artikel voorziene toezending doen.

De arrondissementscommissarissen zullen na, in overeenkomst met de colleges van Burgemeester en Schepenen, de kiezers in kiesafdeelingen te hebben ingediend, op Maandag 13 Mei uiterlijk, dit is de twintigste dag voor de verkiezing de door de afdeelingen opgemaakte uittreksels der kiezerslijsten aan de magistraten zenden die het eerste bureel van elk kanton voorzitten ten einde hen in staat te stellen de voorzitters der bureelen in de andere gemeenten van het kanton aan te duiden en de algemeene tabel der voorzitters van het geheele kanton op te maken.

De verschillende handelingen vervuld in uitvoering van onze wetten op de door deze wetten bepaalde tijdstippen, zullen al hun uitwerksels behouden voor de algeheele vernieuwing en moeten dus niet herhaald na de akte van ontbinding, welke naar allen schijn op 13 Mei getroffen en op 14 Mei afgekondigd zal worden.

En van dien oogenblik af zullen de latere verrichtingen, betreffende het

samenstellen der bureelen, binnen de gewone tijdsbestekken voortgezet worden. Aan de besturen, magistraten en ambtenaars, wier medewerking door de wet gevraagd wordt voor de voorafgaande werkzaamheden der verkiezing, zal bij onderrichtingen aanbevolen worden rekening te houden met de gebeurlijkheid van de dubbele verkiezing.

Op 13 Mei zouden de voorzitters der kiescolleges, naar luid van de bestaande wetgeving, het bericht afkondigen tot bepalen van plaats, dag en uur waarop zij de voorstellingen van kandidaten en de aanduidingen van getuigen zullen ontvangen. Vermits de ambtelijke formule van dit bericht, welke onderrichtingen over de candidaturen behelst, verschilt naarvolgens er verkiezing voor beide Kamers is of voor een harer, betaamt het, zooals in 1900 gedaan werd, dat het afkondigen van dit bericht tot op het oogenblik der ontbinding, dit is een dag, ten hoogste twee dagen verdaagd worden. Het wetsontwerp bevat een beschikking in dien zin.

De voorzitters der kiescolleges zullen verzocht worden ten gepasten tijde op voorhand de formule te bereiden met het oog op de samenvallende dubbele verkiezing en van 13 Mei af zullen zij, wordt het besluit van ontbinding dien dag genomen, desnoods per telegraaf de inlichtingen en onderrichtingen ontvangen tot onmiddellijke afkondiging der formule van bericht welke zij zullen ingehouden hebben.

Zoo zal dus geen dag verloren gaan. De data en tijdsbestekken betreffende de voorstellingen van kandidaten blijven dezelfde als deze welke de thans van kracht zijnde wetten bepalen.

Wat de verkiezingen voor de provincieraden betreft, welke dit jaar, bij uitzondering, zeven dagen zouden moeten verdaagd worden en welke, overeenkomstig artikel 1 van het wetsontwerp hierna op den eersten Zondag na den 4ⁿ Juni zullen plaatsgrijpen, handhaaft de algemeene vervroeging met een week voor al de verrichtingen tusschen deze verrichtingen de huidige wettelijke tusschenruimten.

De bepalingen van het wetsontwerp, betreffende de buitengewone zitting der provincieraden in Juni gaan uit van de beschikkingen welke omlangs door de Kamer van Volksvertegenwoordigers zijn aangenomen wat betreft de keuze der provincieraden hun gewonen zittijd, 't zij in Juli, 't zij in October te houden. Zij strekken er toe hun van 1912 af toe te laten van dit nieuw recht gebruik te maken, welk hun zal verleend worden indien, zooals men gerechtigd is te gelooven de wet, welke het hun verleent, op 't oogenblik van deze buitengewone zitting van kracht is.

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

PAUL BERRYER.

PROJET DE LOI

modifiant certains délais en ce qui concerne les élections législatives et provinciales en 1912.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera soumis, en Notre Nom, aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

La réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder, en 1912, au renouvellement par moitié des conseils provinciaux aura lieu le dimanche 9 juin. En cas de ballottage, le scrutin aura lieu le dimanche suivant et l'envoi au greffier de la province des pièces visées à l'article 22 de la loi du 22 avril 1898 se fera dans les 24 heures.

Les conseillers provinciaux se réuniront le mardi 18 juin 1912, à 10 heures du matin, en une session extraordinaire sur convocation faite conformément au dernier paragraphe de l'article 44 de la loi provinciale.

A cette date, les nouveaux conseillers entreranno en fonctions et les

WETSONTWERP

tot wijziging van sommige tijdsbestekken wat betreft de verkiezingen voor de wetgevende Kamers en de provinciale raden in 1912.

Albert,

KONING DER BELGEN,

tan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN

WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden.

EERSTE ARTIKEL.

De gewone vergadering der kiezers, ten einde in 1912 over te gaan tot de vernieuwing, bij helst, van de provinciale raden, zal op Zondag 9 Juni plaats hebben. Ingeval van herstemming zal deze den volgenden Zondag plaats vinden en het verzenden aan den griffier der provincie van de in artikel 22 der wet van 22 April 1898 bedoelde stukken zal binnen de 24 uren geschieden.

De provinciale raadsleden zullen vergaderen op Dinsdag 18 Juni 1912, te 10 uren 's morgens, in buitengewone zitting, op bijeenroeping gedaan overeenkomstig het laatste lid van artikel 44 der provinciale wet.

Op dezen datum zullen de nieuwe raadsleden in bediening treden en

pouvoirs des conseillers provinciaux actuels appartenant à la seconde série expireront. Le conseil se constituera sous la présidence du doyen d'âge, assisté des deux membres les moins âgés comme secrétaires. Il procédera à la vérification des pouvoirs des élus, anticipera la nomination de son président et de son vice-président, ainsi que la formation de son bureau, pourvoira au remplacement des membres de la députation permanente dont le mandat aura pris fin, fixera, dans les limites de la législation en vigueur à ce moment, l'époque de sa session ordinaire et, le cas échéant, procédera à l'élection des sénateurs provinciaux.

ART. 2.

La date à laquelle sera publié l'avis prévu à l'article 163 du code électoral en ce qui concerne les prochaines élections législatives sera fixée par arrêté royal.

Dans le cas où un arrêté de dissolution des Chambres législatives interviendrait avant le 15 mai prochain, les présentations des candidats sénateurs provinciaux seront faites au plus tard, le troisième jour avant la date fixée pour le scrutin, avant 6 heures du soir, et la liste des candidats sera arrêtée par la députation permanente du conseil provincial aussitôt après l'expiration de ce terme.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 1912.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

zal het mandaat van de huidige provinciale raadsleden der tweede reeks vervallen. De Raad zal zich aanstellen onder voorzitterschap van den ouderdomsdeken, bijgestaan door de twee jongste leden als secretarissen. Hij zal overgaan tot het onderzoek van de geloofsbrieven der verkozenen; de benoeming vervroegen van zijn voorzitter en van zijn onder-voorzitter, alsmede de samenstelling van zijn bureel; hij zal voorzien in de vervanging van de leden der bestendige deputatie, wier mandaat uit is, en, binnen de perken van de op dat oogenblik van kracht zijnde wetgeving, het tijdstip der gewone zitting bepalen en, bij voorkomend geval, overgaan tot de verkiezing der provinciale senatoren.

ART. 2.

De datum, waarop zal worden afgekondigd het bij artikel 163 van het Kieswetboek voorziene bericht, wat de aanstaande verkiezingen voor de Wetgevende Kamers betreft, zal bij koninklijk besluit worden bepaald.

Wordt een besluit van ontbinding der Wetgevende Kamers vóór 15 Mei aanstaande getroffen, dan zullen de voorstellingen tot provinciale senatoren uiterlijk den derden dag vóór den datum vastgesteld voor de stemming, vóór 6 uur 's avonds geschieden en zal de lijst der kandidaten door de bestendige deputatie van den provincialen raad onmiddellijk na het vervallen van dit tijdsbestek gesloten worden.

Gegeven te Brussel, den 23^e April 1912.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BERRYER.